L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 4 SEPTEMBRE 1888. 62me Année

Bufour & Donnet,
Propriétaires Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
MARDI, 4 SEPTEMBRE 1888.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an $12 00
Six mois 6 00
Trois mois 3 00
Un mois 1 00
On s'abonne aussi à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an $2 00
Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an $3 00
Six mois 1 50
Quatre mois 1 00
Trois mois 75
Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne voir la 2e page.

VENTES DE CE JOUR.

Par Jas P Guinault.—Au magasin de meubles de M. Chas Watrigant. Nos 219 et 221 rue Royale—Le contenu du dit magasin, comprenant meubles billard, coffre forts, outils d'ébéniste, un coffre d'outils et autres articles.

Par M Farnthell, constable de la Premiere Cour de Cité—Encan public du Nouveau Canal et de la rue du Canal. Le contenu d'une boutique comptoir étagères notoire pour table bilard [illegible] que les objets suivants, savoir etc.

Le budget des États-Unis et la voirie.

Le secrétaire du Trésor vient de publier l'état complet de la dette de l'Union, au 31 juillet 1888. C'est certainement le tableau le plus satisfaisant que nous ayons eu depuis longtemps. Il n'est pas une seule grande contrée sur le globe, qui offre un pareil exemple de l'économie, il est sans précédent dans les annales financières de notre époque. C'est la réponse la plus victorieuse que l'on puisse faire au pessimisme prétentieux de certains économistes. Il est vrai que la prospérité matérielle n'est pas le seul but que doivent se proposer les gouvernements. Il y a d'autres questions qui sont d'une importance plus grande encore, et qui ne peuvent être résolues que par la force des armes. Mais, lorsque la question financière est heureusement résolue, elle contribue puissamment à faciliter la solution de toutes les autres. Les charges qui pèsent sur les citoyens sont moins lourdes, et ceux-ci ont plus d'argent à consacrer à des dépenses productives. Les impôts sont moins élevés, et des dégrèvements peuvent être opérés. Les fonds nécessaires pour les travaux publics sont plus facilement obtenus. Le crédit public est plus solide, et l'on peut emprunter à meilleur marché. Les capitaux abondent, et le commerce prend un essor inconnu jusqu'alors. Tous ces avantages, et bien d'autres encore, découlent naturellement de la prospérité financière.

C'est sur ce point que l'attention publique doit être constamment dirigée. Nous ne sommes pas en Amérique, où l'on sait pourtant mieux qu'en partout ailleurs, que les voies de communication sont peut-être le plus grand de tous les facteurs pour la production. L'homme qui cultive ne tire que ce que peut placer ses produits agricoles ou manufacturiers au dehors. Les uns sont à proximité des marchés de consommation, et les prix de transport lui font défaut ou sont directement payés. Que ne sont-ce les frais de transport qui, tant de rapports avantageux les autres nations, sont un poids si lourd sur la vie, bien et arrêtent le peuples qui n'ont pas la moitié de leurs ressources naturelles, et qui ne font pas l'envoi de communication, chez eux, tout ou presque tout est à faire.

Ce qui excuse pour le moment, c'est l'abondance de nos richesses, c'est précisément de quelles nous sommes assaillis, c'est la facilité avec laquelle nous pouvons les transporter à nos marchés extérieurs. Les cours d'eau coulent leur sinuosité et répondent à tous leurs besoins. Là où s'arrêtent, il est temps qu'ils la réparent. Les grands cours d'eau sont soumis à la direction de la nature, si prodigue qu'elle soit, fait autant de mal que de bien, et elle est livrée à elle même, et l'homme n'est sur cette terre que pour la corriger et la redresser.

Quant aux chemins de fer, puisqu'ils se multiplient, plus ils exigent de voies navigables intermédiaires, en sorte que le chiffre des chemins de route à compte, de parcours à parcourir, de localité à localité, doit augmenter en raison directe de celui des grandes lignes principales. On dira peut être que ces travaux sont l'affaire des Etats, des comtés, des municipalités; soit, mais c'est au pouvoir central de donner l'exemple, d'imprimer la mouvement. Tant qu'il ne prendra pas l'initiative, les choses resteront dans la même déplorable situation. Le jour où les travaux publics prendront une place plus large dans son budget, ses revenus doubleront.

La Salsaparelle d'Averi guérira votre catarrhe et vous délivrera de cette odeur écœurante de l'haleine.

La commune libre.

Dans sa lettre aux maires de France, le comte de Paris déclarait que, si la monarchie était rétablie, elle devrait accorder aux communes les plus larges franchises, et que la première pensée serait de créer la véritable commune démocratique, fallût-il, pour cela, aller jusqu'à une sorte d'autonomie municipale. Le manifeste royale n'expliquait pas cependant comment cette émancipation communale pourrait s'accomplir. C'est été, dans notre droit administratif, une vaste et profonde révolution. La commune libre dans l'Etat libre! Les autonomistes de l'Hôtel de Ville ne demandent pas autre chose. Aussi la surprise fut-elle générale quand on vit le représentant de la Royauté accepter, sur ce point, le programme du parti de l'anarchie.

Il y a ainsi, dans les idées du comte de Paris, un mélange, non encore bien défini, de socialisme avancé, comme il y a, depuis quelque temps, une teinte de césarisme. C'est peut-être un appât qu'il jette aux ouvriers et aux révolutionnaires pour les attirer à lui, de même qu'il a cherché, par les doctrines économiques, à attirer les bourgeoisies.

Il n'a guère réussi dans ce dernier effort et n'a fait que donner, aux partisans de l'Empire, une prépondérance dont on peut être sûr qu'ils abuseront contre les royalistes; il est douteux qu'il ait plus de succès auprès des socialistes, révolutionnaires de principes et ennemis de toute autorité.

En revanche, il paraît que la hardiesse des théories communales du chef de la Maison d'Orléans a fait, dans son propre parti, ceux qui sont jaloux des droits du souverain et de la force du pouvoir central. Cette formule, vague et menaçante, de la commune libre en face de l'Etat désarmé, leur a semblé, à bon droit, pleine de périls. Il faut croire que leurs inquiétudes ont trouvé de l'écho en haut lieu.

La *Correspondance nationale*, qui est notoirement l'organe du comte de Paris, vient de publier à ce sujet un article important, évidemment commentaire autorisé de la lettre adressée aux maires. La famille officieuse y donne, sur le système municipal que le comte de Paris songerait à établir, des détails qui modifient singulièrement ce qu'il y avait de général et d'absolu dans ses premières déclarations.

Le Manifeste aux maires affirmait que tous ces magistrats municipaux ne devraient tenir leur charge que de l'élection; que les communes devraient, sans exception, s'administrer elles-mêmes et disposer de leurs ressources à leur gré. Les grandes villes n'étaient pas exclues de cette complète liberté, pas même Paris, de sorte que nous avions pu dire, avec tous ceux qui ont lu la lettre royale, qu'elle consacrait implicitement le principe révolutionnaire de la mairie centrale.

Nous sommes maintenant bien loin de ces propositions radicales, et quand les journaux monarchiques, en reproduisant les explications dans la *Correspondance nationale*, y donnent encore pour titre : *La Commune libre dans l'Etat libre*, ils ne mettent la puce étrange de erreurs.

Après une phraséologie de convention, qui sert de préambule à l'article de la *Correspondance*, et où est proclamée l'importance fondamentale de la commune, source unique de la puissance publique, l'acte de décentralisation politique, lequel devrait être, dit-on, le corollaire naturel des institutions républicaines, correspond, dans nouvel article, à la première partie du